

Electricité : succès mitigé des contrats à long terme d'EDF auprès des entreprises

- Près de six mois après l'accord avec l'Etat sur les conditions de vente du nucléaire, EDF revendique 671 contrats d'électricité, à quatre ou cinq ans, signés avec des entreprises, pour un volume de consommation de 5 TWh par an.
- Les négociations avec les électro-intensifs elles, se prolongent.

ÉNERGIE

Sharon Wajsbrot

EDF a-t-il gagné son pari ? Les nouvelles conditions de vente de l'électricité nucléaire – les fameux contrats à long terme – sont-elles compatibles avec le maintien de la compétitivité des entreprises françaises ? Près de six mois après l'accord passé entre l'Etat et EDF pour changer les règles du jeu de la vente de l'électricité nucléaire force est de constater que les avis sont très partagés.

Auditionné mercredi, devant la Commission d'enquête du Sénat sur les prix de l'électricité, le directeur exécutif d'EDF, chargé du pôle clients, Marc Benayoun a mis en avant des premiers résultats tangibles. « Nous avons fait 671 contrats de vente d'électricité à long terme aujourd'hui, pour des durées de quatre à cinq ans, sur un volume de 5 TWh de consommation annuelle », a expliqué ce dernier. Ces contrats sont vendus à des prix « de l'ordre de 70 euros le MWh », « c'est un hasard mais il se trouve que c'est le chiffre qui avait été acté lors de cet accord », a pointé, un brin amusé, Marc Benayoun.

La fin de l'attentisme grâce à la baisse des prix

Au regard de la consommation de l'ensemble des entreprises en France – environ 260 TWh chaque année –, ces volumes restent modestes mais ils attestent d'un début de changement d'état d'esprit chez certains dirigeants.

« Aujourd'hui, les trois quarts des entreprises membres du CLEEE (l'association de grands consommateurs industriels et tertiaires d'électricité et de gaz) ont signé ou sont sur le point de signer un contrat qui porte sur la période où l'Arenh (l'accès à l'électricité nucléaire historique) aura disparu », explique le président de cette association Frank Roubanovitch.

Autrement dit, l'attentisme a laissé la place à des prises de position sur les marchés de l'électricité pour profiter de la relative baisse des prix depuis six mois. Pour autant, les entreprises n'ont pas encore basculé vers une stratégie d'achat à quatre ou cinq ans, comme le souhaite EDF. « Seuls 5 % de nos adhérents qui ont signé un contrat l'ont fait jusqu'en 2029 et seuls 13 % jusqu'en 2028 », détaille Frank Roubanovitch.

Les raisons invoquées sont diverses : manque d'offres proposées à cet horizon mais surtout des difficultés, pour une entreprise, à se projeter sur l'état de son activité, cinq ans à l'avance. « La situation est satisfaisante sur le court terme mais à long terme rien n'est réglé, on n'a toujours aucune visibilité sur les prix de l'électricité dans les années à venir », met en garde Frank Roubanovitch.

Pour les grands industriels électro-intensifs ou hyper électro-intensifs, le brouillard semble encore plus trouble. Les cimentiers, chimistes ou aciéristes, aux besoins électriques considérables, se sont vu proposer par EDF des contrats spécifiques, associant la mise à disposition de capacité de production nucléaire pendant dix ans ou plus et, de la part de l'industriel, le versement d'une avance financière. Or, sur ces contrats, les négociations se prolongent.

« Les propositions tarifaires d'EDF sont jugées trop élevées. Il n'y a pas vraiment de négociations très actives, on est plutôt dans une période de vitrification », indique Nicolas de Warren, le président de l'Uniden, l'association qui regroupe les électro-intensifs français. « Les hyper électro-intensifs nous disent que les négociations sont au pont mort car EDF demande une avance sur contrat beaucoup trop importante », a encore insisté la sénatrice de la Savoie LR Martine Berthet, dénonçant le « discours idéaliste » d'EDF.

Marc Benayoun, de son côté, pointe des plaintes de bonne guerre



Les grands industriels hyper électro-intensifs, aux besoins électriques considérables, négocient des contrats spécifiques. Photo Sebastien Ortola/REA

de ses clients. « Quand on est dans une négociation avec un fournisseur, on veut toujours prendre moins de risques, moins de coûts. En réalité, les négociations ne sont pas bloquées, plus de 20 accords de confidentialité ont été signés. Par ailleurs, trois lettres d'intention ont été signées pour un volume d'environ 10 TWh, soit un quart de la demande électro-intensive française », a-t-il indiqué.

Autrement dit, à ce stade, pas encore de contrat ferme mais des discussions très sérieuses. Chez

Bpifrance, les équipes sont aussi au travail pour concevoir un outil financier capable de mettre à disposition d'un consortium d'entreprises plus petites de l'électricité aux mêmes conditions que celles proposées aux électro-intensifs. Au Sénat jeudi, Bruno Le Maire a aussi plaidé pour que TotalEnergies soit associé à ces contrats, indiquant ne voir que des avantages à ce que le pétrolier « participe, sous une forme ou sous une autre, à l'investissement dans les réacteurs nucléaires ».

L'heure du bilan des courses approche néanmoins. En novembre, le gouvernement avait promis de se pencher, au bout de six mois, sur les conséquences de ce mode de vente des électrons nucléaire sur la compétitivité française. « On attend une vraie clause de revoyure car le retard à l'allumage sur la signature de ces contrats pèse dans le lancement des projets de réindustrialisation et sur les projets industriels tout court », pointe Nicolas de Warren. ■

Gaz naturels : les stocks européens à des niveaux record

Les réserves de gaz naturel européennes ont terminé l'hiver à près de 60 % de leurs capacités maximales, grâce notamment à un hiver doux et une activité économique ralentie.

Les inquiétudes sur l'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel ressemblent de plus en plus à un lointain et désagréable souvenir. Selon une étude réalisée par le GIE, l'association d'opérateurs européens d'infrastructures gazières, citée jeudi par le « Financial Times », les réserves de l'UE ont terminé l'hiver à un niveau record.

Fin mars, celles-ci étaient remplies à 58,7 %, soit trois points de plus qu'à la même période en 2023, date du précédent record. Une situation permise à la fois par un hiver relativement doux sur l'ensemble du continent et une activité économique ralentie, qui ont participé à réduire la demande, ainsi que par les hauts niveaux d'importations de gaz naturel liquéfié pratiqués en amont par les Etats membres.

L'Union européenne pourrait même être amenée à réduire le rythme de ses importations au cours des prochains mois.

Le Vieux Continent se retrouve désormais dans une position bien plus favorable que ce qui avait été anticipé au plus fort de la crise, à l'été 2022. Le déclenchement de la guerre en Ukraine quelques mois plus tôt et les tensions sur l'approvisionnement en provenance de Russie – qui représentait 45 % des importations de l'UE avant le conflit – avaient fait flamber le prix de gros du MWh de gaz naturel à près de 350 euros à Rotterdam, sur fond de crainte de pénuries hivernales.

Autour des 26 euros le MWh

Au cœur de toutes les inquiétudes, l'hiver 2023-2024 s'est donc bien mieux déroulé que prévu. Et les analystes interrogés par le « FT » estiment même que les pays de l'Union européenne vont peut-être devoir réduire le rythme de leurs importations pour ne pas voir leurs réserves se remplir trop tôt.

Retombé sous la barre des 30 euros le MWh en fin d'année dernière, l'indice TTF de Rotterdam oscillait jeudi autour des 26 euros. Selon une note d'Engie publiée lundi et citée par le quotidien économique britannique, ce prix « ne devrait pas subir d'importantes variations » au cours des prochains mois du fait des réserves abondantes. — F.M.

Les prix de l'électron continuent de plonger en France

Le climat très doux et la très bonne production éolienne font plonger les prix de l'électricité sur les marchés à court terme en France. Un mouvement encore peu perceptible sur les contrats à long terme.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les entreprises françaises ne se précipitent pas sur les contrats d'électricité à quatre ou cinq ans vendus par EDF et par certains autres fournisseurs d'électricité : les prix sur les marchés de gros en France ne cessent de baisser.

Après un week-end de Pâques marqué par des prix proches de zéro et parfois négatifs, mercredi, sur le marché à court terme en France, ils oscillaient encore aux alentours de 13 euros le MWh, contre 71 euros en Allemagne ou

68 euros aux Pays-Bas. Pour le mois de mai 2024, le contrat d'électricité français se négocie aussi à moitié prix par rapport à son équivalent allemand. Cette chute très prononcée tient à un alignement des planètes quasiment parfait : les températures sont très douces, 4 ou 5 degrés au-dessus des normales saisonnières et, depuis la crise de l'énergie, la demande d'électricité reste très déprimée. Or, la production est largement au rendez-vous.

Des centrales au gaz très peu mobilisées

Une quarantaine de réacteurs d'EDF sont branchés au réseau, certains barrages font de la place pour accueillir l'eau de la fonte des neiges et les éoliennes tournent à plein régime. Jeudi, un pic de production éolien de 15.072 MW à même été atteint, en début de journée.

« En 2026 et en 2027, nous n'anticipons pas d'activation du seuil de taxation d'EDF prévu lorsque les prix sur les marchés dépassent les 78 euros. »

MARC BENAYOUN
Directeur exécutif d'EDF

La situation est tellement excédentaire que les interconnexions avec les autres pays européens tournent à plein régime. Les centrales au gaz françaises sont, par ailleurs, très peu mobilisées, un fait plutôt rare en cette période de l'année.

Pour la France, cela signifie que les prix de l'électricité sont en ce moment peu dépendants de ceux du gaz. « Compte tenu des quantités d'énergies renouvelables qui sont mises sur le réseau et des perspectives de production nucléaire, cette tendance devrait s'accroître, le gaz devrait être de moins en moins déterminant dans la formation des prix », estime Nicolas Goldberg chez Columbus Consulting.

Pour les entreprises, dans les contrats à long terme qui font référence pour leurs factures d'électricité, ce n'est toutefois pas encore une réalité, loin de là. Egalement orientés à

la baisse, ces derniers affichent des écarts de prix bien plus modestes avec le reste de l'Europe. En France, pour 2025, le contrat à terme se négocie à 71 euros, contre 78 euros outre-Rhin.

Signe que le marché reste sensible aux tensions géopolitiques qui font fluctuer les prix du gaz. A l'horizon de deux ans chez EDF, on s'attend toutefois à rester dans cette zone de prix nettement plus confortable pour les consommateurs marqués par la crise. « En 2026 et en 2027, nous n'anticipons pas d'activation du seuil de taxation d'EDF prévu lorsque les prix sur les marchés dépassent les 78 euros », a indiqué le directeur exécutif d'EDF Marc Benayoun lors d'une audition au Sénat mercredi. La chute devrait aussi, à ses yeux, rester limitée : « une baisse des prix en dessous de 50 euros le MWh est très improbable ». — S.W.